



changements et contrastes : nouvelles directions et liens traditionnels en Afrique

La 23^e Conférence annuelle de l'Association d'études africaines (*) s'est tenue en 1980 à Philadelphie du 15 au 18 octobre. Le programme proposé cette année-là sous la responsabilité de William Schwab de Temple University avait pour thème : « Changements et contrastes : nouvelles directions et liens traditionnels en Afrique (**) ».

Un tel programme était suffisamment peu spécifique pour permettre à toutes les disciplines et à tous les domaines qui se rattachent à l'Afrique de se trouver représentés.

C'est ainsi que les 97 commissions ont abordé des thèmes aussi variés que ceux relevant :

- de l'anthropologie économique, sociale, politique et culturelle,
- de l'analyse historique,
- des problèmes du développement agricole et de l'urbanisation,
- de la littérature et de l'esthétique,
- de l'éducation et de la communication.

En dehors des thèmes classiquement étudiés par les africanistes, on pouvait relever un certain nombre de sujets témoignant de problématiques nouvelles ou de

(*) *African studies Association (Asa).*

(**) *Change and contrasts : New directions and traditional ties in Africa.*

circonstances actuelles. Il s'agit dans le premier cas des contributions relatives :

- à l'étude des femmes (les femmes et la loi, le rôle économique des femmes), selon une approche négligée par l'anthropologie africaine classique,
- aux problèmes liés à l'écologie, aux technologies appropriées,
- à l'identité culturelle africaine et afro-américaine,
- à l'image de l'Afrique véhiculée en Occident.

Le second cas fait référence à des commissions centrées sur un pays — comme l'Afrique du Sud, le Botswana, l'Ouganda, le Zaïre, le Zimbabwe — ou à un problème politique qui domine la scène internationale.

Les commissions, qui représentaient l'essentiel des activités de la conférence de l'Asa, étaient cependant accompagnées de deux séances plénières, de programmes de films et de musique. Compte tenu de l'abondance des communications et de la simultanéité des ateliers, puisqu'on en comptait douze ou treize par demi-journée, il n'est donc pas possible d'entrer plus avant dans le détail et nous nous proposons de rendre compte de la commission que j'ai organisée sur le thème de « l'éducation et du changement en Afrique ».

Pour animer notre atelier, nous sommes partis des deux concepts inscrits au programme de la conférence : « nouvelles directions » et « attaches traditionnelles » en critiquant l'approche classique qui consiste à présenter la tradition comme une résistance au changement en Afrique.

Les nouvelles directions, conçues comme changements modernistes, réfèrent aux changements économiques, politiques et à la transformation des rapports sociaux (en particulier à l'émergence de nouvelles hiérarchies).

Les attaches traditionnelles ont longtemps été analysées en terme de résistance au modernisme. C'est négliger le fait que lesdites sociétés traditionnelles

- ne sont pas homogènes, mais traversées par des contradictions : elles ne font donc pas bloc contre le changement,
- ont déjà changé dans le passé sous l'influence de la colonisation.

Il n'y a donc pas résistance au changement, mais, selon les cas, syncrétisme culturel, transformation sociale et alliance de vieilles hiérarchies avec les pouvoirs en place, intégration du changement dans les structures traditionnelles.

Dans le contexte d'un changement défini de l'extérieur, la dynamique tradition-changement devient un enjeu politique et elle est largement exploitée par le pouvoir. L'éducation apparaît, à bien des égards, comme le lieu exemplaire à partir duquel il est possible d'analyser cette dynamique, en particulier parce que les

systèmes éducatifs sont considérés par les pouvoirs politiques comme des outils du changement. En fait, la mise en place de systèmes éducatifs qui confortent l'idéologie du changement homogène et égalitaire renforce, par les mécanismes de la sélection et des différentes filières le pouvoir d'une élite. L'éducation n'est pas le moteur principal du changement social, mais elle est dépendante du système social.

Les différentes communications ont présenté les rapports qui existent entre modèle éducatif et système social, du modèle de l'éducation villageoise au système scolaire et à l'éducation extra-scolaire. En voici un bref aperçu.

Changement dans l'apprentissage féminin traditionnel (Suzanne Lallemand). Caractéristiques de l'éducation rurale traditionnelle destinée aux très jeunes fillettes et son articulation avec le système éducatif de type occidental. (Observations effectuées chez les Mossi de Haute-Volta et les Kotokoli du Togo.) La vigueur de l'apprentissage traditionnel qui façonne les filles à remplir tôt leurs rôles sociaux crée un handicap féminin vis-à-vis de la scolarisation primaire, plus lourd que celui des garçons.

Les rapports de l'enfant africain à la technologie dans un contexte scolaire et non scolaire (Chantal Lombard). La fabrication des jouets chez les enfants baoulé de Côte-d'Ivoire obéit aux règles d'un groupe d'âge fortement structuré. Si l'implantation de nouvelles technologies a marqué le passage vers la production d'objets techniques commercialisés et utilisant de nouveaux matériaux, l'école en revanche représente une coupure par rapport à cette création collective enfantine.

La société et le système scolaire (John A. Nkinyangu). Le système scolaire primaire du Kenya, en dépit des espoirs de mobilité sociale que fondent encore sur lui certains parents, connaît de grandes inégalités. L'analyse des effectifs pour la période 1970-1978 révèle que le succès scolaire est réservé à une élite, alors que, pour la majorité, répétitions et abandons restent la règle. Cette sélection précoce opérée par l'école a d'importantes répercussions sur les différenciations sociales et régionales.

L'éducation non formelle et le cas du Programme d'Éducation Télévisionnelle extra-scolaire de Côte-d'Ivoire (Annie Benveniste). L'échec des politiques d'éducation non formelle qui développent parallèlement à un système scolaire élitiste des formes d'éducation destinées à faire participer l'ensemble de la population aux réalisations du développement. La résistance des populations paysannes à de tels programmes ne peut s'analyser en terme de résistance au modernisme : elle témoigne de leur refus d'une centralisation culturelle mise en place par les pouvoirs publics au mépris de toute autonomie locale.

Annie BENVENISTE.